

Commune de SALAISE SUR SANNE

Extension du complexe sportif Joseph Plat : Réalisation de deux terrains de football, construction de vestiaires et aménagement d'un accès

1°/Rappel des textes qui régissent l'enquête publique :

- . Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L 11-1, et R 11-1 à R 11-31

- . Le Code de l'Environnement et notamment l'article R 123-25

Le Préfet a été saisi par la Commune de Salaise sur Sanne par délibérations du Conseil Municipal du 30 mai 2011, 17 décembre 2012 et 19 décembre 2013 pour engager une enquête conjointe d'utilité publique et parcellaire pour l'extension du complexe sportif Joseph Plat.

Le Préfet fixera les modalités sur le déroulement des enquêtes publiques par un arrêté, lequel fera l'objet des mesures de publicité réglementaires dans deux journaux régionaux et par voie d'affichage, en Mairie.

2°/ Modalités d'insertion des enquêtes publiques dans la procédure administrative

Enquête Préalable à la Déclaration d'Utilité Publique

- . Le dossier d'enquête est constitué conformément à l'Art R11-3 du Code de l'Expropriation.
- . Cette Enquête concerne sur la Commune de Salaise sur Sanne, l'extension du complexe sportif « Joseph Plat» ; elle est destinée à recueillir les observations du public sur un registre prévu à cet effet pendant toute la durée de l'enquête qui se déroulera pendant au moins quinze jours en Mairie.
- . A l'issue de l'enquête, le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête publique pour transmettre au préfet son rapport d'enquête ainsi que ses conclusions motivées, sur l'utilité publique de l'opération.
- . Le Préfet prendra un Arrêté déclarant d'utilité publique cette opération qui fixera notamment le délai pendant lequel les acquisitions des parcelles nécessaires à la réalisation de ce projet peuvent être poursuivies par la Commune, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation.

Enquête Parcellaire :

- . Le dossier d'enquête est constitué conformément à l'Art R11-19 du Code de l'Expropriation
- . L'enquête parcellaire a pour but de déterminer avec précision les biens situés dans l'emprise du projet et d'identifier avec exactitude leurs propriétaires.
- . L'avis de dépôt du dossier d'enquête en mairie est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à tous les propriétaires concernés pour les informer du déroulement de l'Enquête parcellaire, lesquels sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité.
- . Les propriétaires pourront faire part, pendant la durée de l'enquête (au moins quinze jours conformément à l'art. R 11-20 du Code de l'expropriation), sur un registre prévu à cet effet des renseignements relatifs à leur droit de propriété, et également de leur observations relatives aux biens concernés.
- . Le Commissaire Enquêteur fait part dans un rapport de ses observations dans un délai de 30 jours après la fin de l'Enquête et transmettra le dossier au Préfet (art. R 11-20 du Code de l'Expropriation).
- . Le Préfet peut, après la Déclaration d'Utilité Publique, à la demande de la Commune, prendre un Arrêté de Cessibilité déclarant cessibles les parcelles nécessaires au projet.

. En ce qui concerne l'indemnisation des parcelles, des propositions amiables ou offres d'indemnisation seront faites par la Commune auprès des propriétaires ; en cas de désaccord sur le prix la procédure d'expropriation peut être poursuivie par la Commune conformément aux dispositions prévues par le Code de l'Expropriation.